

**VOORLOPIGE VERSIE**

NIET CITEREN ZONDER BRONVERMELDING  
De definitieve versie, op wit papier, bevat ook het tweetalige beknopt verslag. De bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen.

**VERSION PROVISoire**

NE PAS CITER SANS MENTIONNER LA SOURCE  
La version définitive, sur papier blanc, comprend aussi le compte rendu analytique bilingue. Les annexes sont reprises dans une brochure séparée.

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS  
DE BELGIQUE

**INTEGRAAL VERSLAG****COMPTE RENDU INTÉGRAL**

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,  
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT

COMMISSION DE L'INTERIEUR, DES AFFAIRES  
GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Woensdag****01-02-2017****Voormiddag****Mercredi****01-02-2017****Matin**

*De teksten werden nog niet door de sprekers nagezien. Zij kunnen hun correcties schriftelijk meedelen vóór*

*06-02-2017, om 16 uur*

*aan de Dienst Integraal Verslag.*

*Fax: 02 549 88 47*

*e-mail: CRIV@dekamer.be*

*Les textes n'ont pas encore été révisés par les orateurs. Ceux-ci peuvent communiquer leurs corrections par écrit avant le*

*06-02-2017, à 16 heures*

*au Service du Compte rendu intégral.*

*Fax: 02 549 88 47*

*e-mail: CRIV@lachambre.be*

suivi de très près par mon cabinet mais également par la Société fédérale de participation et d'investissements (SFPI), cette dernière détient des parts bénéficiaires dans SN Brussels Airlines et est actionnaire à 25 % dans l'aéroport de Bruxelles.

La mobilité, les infrastructures et la stratégie pour les aéroports sont des éléments clés pour l'avenir de la Belgique sur le plan du développement économique et, en conséquence, sur celui de la création d'emplois. À cet égard, je considère que l'avenir de SN Brussels Airlines et le développement de l'aéroport de Bruxelles sont des sujets d'intérêt national pour le gouvernement et pour la SFPI, qui a adressé un courrier au CEO de Lufthansa en ce sens. Il était donc important que Lufthansa prenne des engagements aussi fermes que possible au sujet d'un certain nombre de points que vous avez d'ailleurs mentionnés.

Tout d'abord, le respect du *business model* actuel de Brussels Airlines, à savoir un réseau européen fort, complété par des activités de long courrier notamment vers le continent africain ainsi qu'une offre de produits concurrentielle et de qualité. Le deuxième élément est la grande vigilance pour le soutien à l'emploi, le maintien de l'emploi et la création – nous l'espérons –, d'emplois supplémentaires de manière directe ou indirecte et, troisième point, le maintien de centres de décision en Belgique. Il me semble que ces engagements sont importants si l'on veut créer de la valeur ajoutée et faire en sorte que cette opération soit un succès de part et d'autre, à la fois pour les activités en Belgique et à Bruxelles d'une part, mais d'autre part pour l'ensemble du groupe Lufthansa.

J'ai donc eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises les différents acteurs du dossier. J'ai rencontré personnellement le management de SN Brussels Airlines et mes conseillers ont eu des contacts suivis avec leurs équipes. Par ailleurs, j'ai eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises le CEO de Lufthansa afin de mettre en évidence les points importants pour le gouvernement belge. Également, j'ai eu plusieurs contacts plus informels avec les représentants des entités fédérées afin de m'assurer que la position belge était la plus cohérente possible dans le processus en cours. Comme vous le savez, la signature de la convention de l'intégration a eu lieu. C'est l'aboutissement de longues et intenses discussions mais aussi le début d'un processus d'intégration opérationnelle. Vous avez certainement pris connaissance de la communication conjointe en décembre dernier de

Brussels Airlines et de Lufthansa qui confirme les intentions reprises dans un courrier que j'ai adressé au CEO de Lufthansa et auquel il m'a répondu.

Nous resterons très attentifs. Nous mesurons bien qu'un certain nombre de points plus détaillés relèvent du secret des affaires et sur lequel nous ne pouvons légalement communiquer, mais il y a le souci d'une vigilance dans ce processus extrêmement important, notamment au travers de la concrétisation d'investissements qui devraient intervenir dans le courant de l'année 2017 – nous l'espérons en tout cas –, car c'était un des sujets importants lors la dernière ligne droite de la finalisation de cette convention entre SN Brussels Airlines et Lufthansa. Je vous remercie.

**01.03** **Gautier Calomne** (MR): Monsieur le premier ministre, je vous remercie pour ces éléments de réponse, qui sont encourageants car ils confirment vos propos émis, en septembre dernier, à la tribune du parlement. Effectivement, des groupes politiques avaient formulé des inquiétudes, émanant parfois de citoyens. Votre implication et celle de votre cabinet dans ce dossier ont été déterminants. Cette question est importante pour Bruxelles mais aussi symbolique pour l'ensemble du pays.

*L'incident est clos.*

*Het incident is gesloten.*

#### **02** Questions jointes de

- **M. Gilles Vanden Burre au premier ministre sur "le plan stratégique d'investissement et le partenariat public-privé" (n° 15662)**

- **M. Kristof Calvo au premier ministre sur "le plan d'investissement national" (n° 16268)**

#### **02** **Samengevoegde vragen van**

- **de heer Gilles Vanden Burre aan de eerste minister over "het strategische investeringsplan en de publiek-private samenwerking" (nr. 15662)**

- **de heer Kristof Calvo aan de eerste minister over "het nationaal investeringsplan" (nr. 16268)**

**02.01** **Gilles Vanden Burre** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, en septembre dernier, vous annonciez un Pace national pour les investissements stratégiques à hauteur de dix milliards d'euros. Depuis lors, vous avez mentionné les secteurs prioritaires qui seront pris en compte (énergie, santé, mobilité et agenda numérique) et vous avez entamé les discussions avec les Régions qui

seront responsables de la majeure partie de ces investissements potentiels.

Nous avons également eu l'occasion d'en discuter lors de la note de politique générale Chancellerie que vous avez présentée à la fin de l'année dernière et dans laquelle vous avez confirmé que vous feriez appel, dans le cadre de ce plan stratégique, au partenariat public-privé et qu'une première feuille de route serait disponible dans le courant du premier trimestre 2017.

Dans un article de presse du 21 décembre dernier, votre porte-parole ajoutait que votre cabinet semblait effectivement privilégier les partenariats public-privé. Il était aussi indiqué que cette option avait déjà donné lieu à des contacts avec plusieurs grandes entreprises disposant d'un ancrage belge – par ancrage belge, il était précisé qu'elles n'étaient pas spécialement belges mais qu'elles avaient un lien soit historique soit géographique avec la Belgique – et que ce serait d'ailleurs l'un des thèmes principaux et l'une des raisons principales de votre participation au Forum de Davos.

Monsieur le premier ministre, quels types de partenariats public-privé envisagez-vous dans le cadre de ce Pacte national pour les investissements? On peut penser à tout ce qui est DBFM (Design, Build, Finance, Maintain), Sale and Leaseback ou à d'autres formules. Sur quelle base et donc sur quels types de montage ont eu lieu les discussions que vous avez eues avec les entreprises internationales à ancrage belge, tel que relaté? Le Forum de Davos est aujourd'hui derrière nous. Pourriez-vous nous donner plus de détails par rapport aux discussions que vous avez déjà eues dans ce contexte-là?

À quels secteurs appartiennent les entreprises avec lesquelles vous avez discuté? Pouvez-vous nous donner, le cas échéant, des exemples concrets? Quelle a été la teneur de vos propositions aux entreprises dans le cadre des discussions que vous avez eues à Davos? Toujours dans le cadre du Pacte pour les investissements, où en est la mise en place du conseil stratégique destiné à piloter le Pacte et quelle sera sa composition?

**02.02** **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de premier, het is, vermoed ik, voor u een bekend gegeven dat onze fractie een bijzondere interesse heeft in het Nationaal Investeringsplan. Ik heb u dan ook uitdrukkelijk gefeliciteerd met het voornemen tijdens het levendige debat rond *the State of the Union*. De aankondiging van het

Nationaal Investeringsplan dateert van een korte tijd voor *the State of the Union*. Ook na *the State of the Union* hebben we echter nog een aantal parlementaire debatten gehad rond het beleid en de Kanselarij. Het leek mij stilaan een gepast moment om te bekijken wat de stand van zaken is.

Het is voor ons van cruciaal belang dat, op dit vlak, 2017 heel concrete resultaten oplevert. Onze economie snakt naar stevige impulsen en ons land naar samenwerkingsfederalisme. Een Nationaal Investeringsplan zou, volgens mij, een zeer mooie uiting zijn van beide voornemens. Januari is reeds voorbij, maar het leek me vandaag toch gepast om te polsen naar uw goede voornemens ter zake, met relatief algemene vragen.

Wat is de stand van zaken? Hoe verloopt het overleg met de deelstaten? Hoe zullen maatschappelijke actoren uiteindelijk bij dit proces betrokken worden? U hebt de opstart van een adviesraad aangekondigd; een goede zaak om dat Nationaal Investeringsplan maatschappelijk te verankeren. Hoe zal deze raad worden samengesteld en wat is de stand van zaken?

En tot slot, gelet op ons enthousiasme en wellicht ook op dat van andere fracties; hoe gaan we de komende tijd de samenwerking tussen regering en Parlement op dit punt versterken? De tijdshorizon van het Nationaal Investeringsplan moet deze legislatuur overstijgen. Het is uiteraard onze ambitie om de samenstelling van de meerderheid ook gewijzigd te zien post 2019. We zijn graag bereid om daar nu al aan bij te dragen zodat het investeringsplan een breder politiek draagvlak heeft voor de komende jaren.

Ik kijk uit naar uw antwoorden.

**02.03** **Charles Michel**, premier ministre: Monsieur le président, c'est effectivement un projet qui nous tient fort à cœur, au gouvernement et à moi. Je me réjouis de constater que c'est un des projets dans le cadre desquels il est possible de dépasser les clivages classiques majorité contre opposition au sein de ce parlement. Donc, merci pour les questions. Je vais tenter de dresser l'état des lieux du travail entrepris ces dernières semaines sur le sujet.

J'ai pris l'initiative d'annoncer ce projet au mois de septembre. Depuis, nous avons travaillé intensément. J'ai pu constater qu'au sein du comité de concertation il existait un accord sur un certain nombre de points avec les entités

fédérées. Sur d'autres points, les discussions doivent se poursuivre. Ainsi, il existe un accord pour considérer qu'il y a trois secteurs prioritaires partagés par le gouvernement fédéral et par les entités fédérées: l'agenda digital, la mobilité et la transition énergétique. Cela ne ferme pas la porte à ce que le dialogue puisse se poursuivre à propos d'autres secteurs potentiellement importants sur le plan stratégique.

La démarche vise à stimuler les investissements publics, à faire en sorte qu'ils soient peut-être davantage synchronisés et coordonnés et à porter une vision à court, moyen et long terme. Je propose l'horizon 2030 parce que j'estime que ne pas investir aujourd'hui, c'est une manière de s'appauvrir à terme. Et vous savez que, par une étude récente, le Bureau du Plan est venu appuyer ce raisonnement en faisant la démonstration que mobiliser des investissements peut contribuer à soutenir une stratégie de croissance économique et, donc, d'emplois supplémentaires. C'est la raison pour laquelle je pense que des instances telles que le Bureau du Plan et la Banque nationale doivent aussi être mobilisés dans la mise en œuvre de ce plan.

Dans quelle phase nous situons-nous précisément? J'avais annoncé souhaiter des résultats tangibles pour le premier trimestre 2017. C'était un calendrier que j'avais moi-même énoncé. Nous sommes, au sein du gouvernement fédéral, dans la phase d'inventaire des projets dans les trois domaines validés avec les entités fédérées et susceptibles d'être pris en compte dans le cadre de ce Pacte pour les investissements.

Wij zullen daarover in de volgende weken meer informatie krijgen, maar ik heb al een paar concrete voorstellen gekregen van de verschillende ministeriële departementen. Dat is punt één.

Punt twee, ikzelf en mijn kabinet voeren ook intense gesprekken met verschillende actoren, niet enkel politieke actoren. In eerste instantie is mijn prioriteit een bijdrage te krijgen, bijvoorbeeld vanuit de universitaire wereld, van de economische actoren. Ik heb heel veel contacten gelegd in België, maar ook in het buitenland.

U hebt een belangrijke vraag gesteld: wat met de financiering? Dat is natuurlijk een zeer belangrijk punt. Wij zijn financiële mechanismen aan het uitwerken. Dat kan inderdaad een samenwerking zijn tussen de privé en de publieke actoren, maar voor de concrete modaliteiten kan dat verschillen

naargelang de projecten. Er is niet noodzakelijk eenzelfde mechanisme voor elk project. Er zijn modaliteiten mogelijk. Wij bekijken ook met de financiële actoren wat de concrete modaliteiten zouden kunnen zijn voor een financiële boost in een perspectief van geloofwaardigheid van zo'n belangrijk structureel project.

Tot slot, nog een belangrijk punt. Sinds de laatste gesprekken in de plenaire vergadering en in de commissie hebben wij nog bijkomende technische vergaderingen gehad met de Europese Commissie, dus niet enkel op politiek niveau, maar ook op technisch niveau.

Wij hebben nu een beetje ervaring en we weten dat er af en toe wat moeilijkheden zijn met de staten of de publieke autoriteiten om ambitieuze investeringsprojecten op te starten, gelet op de Europese regelgeving in deze materie. Ik denk dat wij op dat vlak vooruitgang hebben geboekt. Ik ben mij ervan bewust dat we nog niet aan het einde van de rit zijn. Er is nog nood aan bijkomende argumenten en wij moeten nog pleiten op politiek, maar ook op technisch niveau.

Ik heb gesprekken gevoerd met Jean-Claude Juncker, Donald Tusk en een aantal Europese collega's. Dat is telkens een belangrijk punt op de agenda van mijn bilaterale gesprekken op Europees niveau.

Ik zal er alles aan doen om in het eerste trimester van 2017 concrete resultaten te kunnen boeken en een stap in de goede richting te kunnen zetten.

Enfin, en ce qui concerne la gouvernance, c'est-à-dire l'organisation du processus de décision, les orientations stratégiques, la validation des projets et les mécanismes financiers, je suis partisan d'une démarche qui dépasse le cadre politique. Elle associerait des acteurs extérieurs, afin d'augmenter les chances de mener des projets qui dépassent le cadre d'une seule législature, et c'est le sens des consultations que j'ai menées. Il convient de donner une stabilité, une sécurité à la concrétisation de ces projets. C'est la raison pour laquelle je mettrai tout en œuvre pour qu'avant le terme de ce premier trimestre 2017, on trouve les modalités pour associer convenablement le parlement à ce projet qui me tient à cœur.

**02.04** **Gilles Vanden Burre** (Ecolo-Groen): Monsieur le premier ministre, je vous remercie pour cette réponse qui nous fournit l'état des lieux de vos discussions. Vous l'aurez compris, les écologistes trouvent ce projet particulièrement intéressant. Nous avons toujours plaidé pour

l'investissement public nécessaire dans les infrastructures. Je pense que les secteurs que vous avez cités sont particulièrement intéressants, et je vous l'ai déjà dit.

Je prends acte avec enthousiasme du fait que vous allez impliquer le parlement et les commissions ad hoc dans l'ensemble des discussions. C'est également très positif.

Ma question portait particulièrement sur les mécanismes de financement. On sait bien que dans d'autres domaines, parfois, les partenariats public-privé ont pu être constructifs. Nous avons aussi vu les difficultés; je pense notamment aux prisons ou aux plans qu'a fait la Régie des Bâtiments récemment. Nous serons particulièrement attentifs à ce niveau afin que, cas par cas, certains projets d'investissement public puissent avoir du sens. Nous observerons quels types de partenariats public-privé seront privilégiés. C'est fondamental, et nous aurons l'occasion d'y revenir.

**02.05 Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, ik dank de eerste minister voor zijn antwoord dat ons inzicht geeft in de stand van zaken.

Mijnheer de eerste minister, eerst wil ik het over de werkmethode hebben. U gaat een duidelijk engagement aan om te proberen voor het einde van dit trimester een werkmethode voor het Parlement en de regering uit te werken. Dat is volgens mij een goed voornemen. Sterker nog, ik denk dat wij echt een formele, afgebakende plek moeten afspreken waar de erkende fracties met u een gesprek kunnen aangaan over het Nationaal Investeringsplan, in de schoot van het Parlement, bijvoorbeeld in een werkgroep of een opvolgingscomité – de naam ervan interesseert mij niet. Ik sta erop om voor dit belangrijk plan een intensieve dialoog tot stand te brengen tussen de erkende fracties en u als eerste minister. Onze fractie wil eigenlijk, zonder onbescheiden te zijn, mee de pen vasthouden van het Nationaal Investeringsplan 2020-2030 omdat ons land daar nood aan heeft. In de Conferentie van voorzitters zullen wij volgende week een concreet voorstel ter zake indienen.

Ten tweede, de financieringskwestie is uiteraard belangrijk. Het creatief en open kijken naar samenwerking met de private sector is logisch. Ik denk dat u echter ook zult moeten nagaan hoe publieke middelen geïnvesteerd kunnen worden. Het gaat dan om de discussie met de Europese Commissie, maar ook om het klassiek

begrotingswerk, waar we op dit moment, zonder polemisch te willen zijn, met een vergrootglas zoeken naar impulsen, zuurstof en investeringen. Een afspraak over het Investeringsplan 2020-2030 is dus ook een afspraak met de begrotingsopmaak en begrotingsaanpassing van 2017 en 2018.

De drie domeinen die geïdentificeerd zijn, lijken mij drie heel relevante domeinen en ze klinken onze fractie ook als muziek in de oren: digitale agenda, mobiliteit en energie. Dat zijn logische werven. Ik denk wel dat het cruciaal is om in die werven de bestaande voornemens en trajecten af te stemmen met het Nationaal Investeringsplan. Ik vernoem het energiepact als concreet voorbeeld, waarvan de totstandkoming twee jaar heeft geduurd. Maandag, naar aanleiding van mijn dertigste verjaardag, hebben de vier energieministers dan toch samen gezeten, hoera! Het zou echter bijzonder inefficiënt zijn om enerzijds een energiepact uit te tekenen en anderzijds in het Nationaal Investeringsplan de energiewerf anders uit te tekenen. Die dingen moeten echt samenkomen. Ik geloof ook dat u als eerste minister meer politieke kracht kunt ontwikkelen dan een vakminister.

Ten slotte, ik heb begrepen dat u aan de minister hebt gevraagd om projecten te inventariseren. Om voldoende substantieel te worden, moet die inventaris de bestaande projecten en de bestaande voornemens overstijgen.

Daaraan zullen wij dat op het eind van dit trimester ook toetsen. Een Excelandocument met een overzicht van besliste beleidsmaatregelen die sowieso al uitgevoerd zouden worden, is onvoldoende. Een Nationaal Investeringsplan moet verder en dieper gaan, onder andere door nieuwe projecten en voornemens aan te boren.

Uit uw antwoord begrijp ik dat wij daaromtrent vrij snel een nieuwe afspraak zullen hebben, waarvoor dank.

*Het incident is gesloten.  
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 15664 van de heer Gilkinet zal behandeld worden in de commissie voor de Financiën en Begroting.

De vragen nrs. 15665 en 15666 van de heer Gilkinet worden omgezet in schriftelijke vragen.

Vraag nr. 15679 van de heer Gilkinet zal behandeld worden in de commissie voor de